



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Business Management and Consulting Services Division
/ Division des services de gestion des affaires et de
consultation
Terrasses de la Chaudière 5th Floor
Terrasses de la Chaudière 5e étage
10 Wellington Street
10, rue Wellington
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet NMSO for GBA+ Consultancy Services	
Solicitation No. - N° de l'invitation E60ZG-212007/A	Amendment No. - N° modif. 003
Client Reference No. - N° de référence du client 20212007	Date 2021-03-02
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZG-411-38950	
File No. - N° de dossier 411zg.E60ZG-212007	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Standard Time EST on - le 2021-03-08 Heure Normale de l'Est HNE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Baker(411zg), Roxane	Buyer Id - Id de l'acheteur 411zg
Telephone No. - N° de téléphone (613) 858-8291 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation
E60ZG-212007/A

Amd. No. - N° de la modif.
003

Buyer ID - Id de l'acheteur
411zg

Client Ref. No. - N° de réf. du client
E60ZG-212007/A

File No. - N° du dossier
411ZG.E60ZG-212007

CCC No. /N° CCC - FMS No./N° VME

Modification #003

Demande de renseignements (DDR), Offre à commandes principale et nationale pour des services-conseils sur l'analyse comparative entre les sexes+ (ACS+)

Le but de cette modification est de fournir les Questions et Réponses suivantes de la séance avec l'industrie.

COMPTE RENDU DE LA SÉANCE AVEC L'INDUSTRIE

1. But

Le 16 février 2021, Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC), le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres du Canada (FEGC) et le Bureau des petites et moyennes entreprises (BPME) ont tenu une séance virtuelle avec l'industrie pour permettre aux soumissionnaires potentiels de mieux comprendre les exigences.

2. Compte rendu de la séance avec l'industrie

Format : SPAC, FEGC et le BPME ont tenu sur MS Teams une séance virtuelle avec l'industrie comportant des présentations afin de permettre aux soumissionnaires potentiels de comprendre le besoin et de poser des questions.

Public : Des représentants de différentes organisations ont participé à la séance de la journée de l'industrie.

3. Questions posées au cours de la séance avec l'industrie

Q1 : En ce qui concerne l'aide que vous recherchez, pouvez-vous expliquer si vous recherchez de petits entrepreneurs individuels ou une aide de n'importe quelle organisation? Il semble qu'une gamme d'organisations et de personnes très variées répondront. Donc, si vous pouviez le préciser, ce serait très utile.

R1 : La variété est exactement ce que nous espérons. Nous voulons combler un éventail de besoins, décrits plus en détail dans les volets, comme le besoin d'un ou d'une spécialiste qui connaît le domaine de l'intersectionnalité et peut fournir un soutien analytique. Cependant, il pourrait s'agir aussi d'un projet plus important qui nécessiterait une plus grande équipe et plus de capacités; c'est pourquoi nous avons essayé de donner une certaine latitude, parce qu'il y a une gamme de besoins.

Q2 : Comme ces projets sont mutuellement exclusifs et collectivement exhaustifs, avez-vous pensé à la gestion du changement, à la valeur et au modèle logique ainsi qu'à la gestion des résultats? Cela englobe tout l'avenir de la transformation de l'effectif, ainsi que des aspects comme la sécurité psychologique et l'expérience des employés. Par conséquent, recherchez-vous des petits groupes d'organisations qui comptent peut-être deux ou trois personnes dans un partenariat, dont deux sur trois sont des femmes, une est peut-être Autochtone, et toutes appartiennent peut-être à une minorité visible.

Une organisation de ce genre répondrait à cette demande d'une manière bien différente. Nous aurons besoin de plus d'instructions sur la façon de répondre à cette demande.

R2 : En ce qui concerne la gestion du changement, l'innovation et l'avenir du travail, ces questions sont très intéressantes. Nous pouvons supposer qu'elles peuvent être facilement définies dans les volets actuels. En particulier dans le contexte de la COVID et de la nouvelle normalité, le volet de la gestion du changement demandera des personnes qui cherchent à reconstruire en mieux, comme dans le cadre de

Solicitation No. - N° de l'invitation
E60ZG-212007/A

Amd. No. - N° de la modif.
003

Buyer ID - Id de l'acheteur
411zg

Client Ref. No. - N° de réf. du client
E60ZG-212007/A

File No. - N° du dossier
411ZG.E60ZG-212007

CCC No. /N° CCC - FMS No./N° VME

leurs propres politiques de retour sur le lieu de travail. En termes d'innovation, il faudrait une égalité et une inclusion accrues et que l'innovation elle-même ne soit pas réservée à un certain groupe, mais puisse s'observer à tous les niveaux, sur le travail futur ainsi que sur le déplacement. En ce qui concerne l'organisation, qu'elle soit petite ou grande, la diversité est essentielle, car les besoins sont très différents. Parfois, il suffit d'une seule personne pour faciliter les choses. En outre, nous allons bientôt nous pencher sur l'assurance-emploi et nous voulons intégrer l'analyse comparative entre les sexes (ACS+). Il pourrait y avoir de toutes petites demandes, mais aussi d'autres qui nécessiteraient une équipe beaucoup plus grande avec des compétences diverses.

Le formulaire d'auto-identification est une pratique relativement nouvelle sur laquelle FEGC et SPAC travaillent. Nous essayons d'être innovants et non de déterminer qui reçoit les invitations à soumissionner. Le processus ne serait donc pas rattaché au profil d'invitation à soumissionner d'un expert-conseil. Les ministères ne peuvent pas choisir quelqu'un sur la base de son identité. Il s'agit plutôt de savoir comment, en tant que FEGC et SPAC, nous joignons une diversité de personnes pour nous assurer que nous recrutons des personnes venant de régions plus rurales ou de régions nordiques. Nous obtenons cette diversité de perspectives au moyen de l'offre à commandes, et si ce n'est pas le cas, comment pouvons-nous joindre ces personnes? Comment pouvons-nous joindre ces groupes? Comment pouvons-nous joindre ces organisations? C'est donc quelque chose de nouveau, et nous essayons vraiment d'évaluer vos réactions pour savoir s'il s'agit ou non d'un mandat que vous seriez prêts à remplir en tant qu'organisations. Encore une fois, ce ne serait qu'à des fins statistiques, et pour nous assurer que nous obtenons un groupe diversifié de perspectives pour cette offre à commandes.

Pour répondre à la question concernant les grandes organisations par rapport aux petites organisations, dans les critères d'évaluation, nous recherchons autant de groupes de personnes que possible. L'ACS+ est partout dans le gouvernement en ce moment. Nous avons besoin de beaucoup de gens. Nous avons besoin de beaucoup d'expériences, et nous avons besoin d'une gamme diversifiée d'expériences. En ce qui concerne la gestion du changement, elle peut aussi profiter de cette perspective d'intersectionnalité de l'ACS+ et c'est un élément que nous devons peut-être incorporer de manière plus fluide dans les critères d'évaluation.

Q3 : Y a-t-il un aspect qualitatif au volet de recherche? Il semble très axé sur les données quantitatives. Avez-vous besoin d'un volet de développement social qui pourrait s'intégrer dans votre volet d'élaboration des politiques, mais vu la nécessité même d'effectuer ce travail dans les différents ministères fédéraux, il faut vraiment se concentrer sur une forme d'interventions pour le développement des communautés locales, en donnant la priorité aux connaissances locales. Cela pourrait nécessiter un volet distinct ou envisagez-vous de le faire dans le volet d'élaboration des politiques?

R3 : Pour répondre à la question sur le volet de la recherche, l'expertise qualitative est absolument pertinente. Si ce n'est pas évident, nous allons certainement revoir notre copie. Nous constatons de plus en plus d'intérêt pour l'expertise qualitative. Donc, absolument. En ce qui concerne votre volet de développement social, nous l'examinerons pour voir si vous pouvez être intégré dans le volet d'élaboration de politiques.

L'idée du développement des communautés locales et de la connaissance des communautés locales est très intéressante, et certains ministères et agences (dont les agences de développement régional ou autres) seraient particulièrement intéressés.

Q4 : À propos du formulaire d'auto-identification volontaire, s'adresse-t-il aux candidats ou aux organisations, et pour ce qui est des organisations, aux populations qu'elles servent et sur lesquelles elles se concentrent, par exemple, et à leurs réseaux? Donc, par exemple, dans le cadre de notre travail, si nous avons plusieurs réseaux au sein de communautés autochtones ou racialisées, est-ce de cela qu'il s'agit? Ou s'agit-il du candidat lui-même? De l'expert-conseil au sein d'une organisation? Il peut

Solicitation No. - N° de l'invitation
E60ZG-212007/A

Amd. No. - N° de la modif.
003

Buyer ID - Id de l'acheteur
411zg

Client Ref. No. - N° de réf. du client
E60ZG-212007/A

File No. - N° du dossier
411ZG.E60ZG-212007

CCC No. /N° CCC - FMS No./N° VME

également être important d'inclure le statut de migrant, à savoir si les groupes se concentrent ou non sur les réfugiés et les immigrants séparément et sur les travailleurs migrants temporaires.

R4 : L'auto-identification est un élément tellement intéressant que nous essayons de mettre en place ici, et nous essayons de le faire au moment même où SPAC s'emploie à instaurer une nouvelle politique d'auto-identification. Pour l'instant, il s'agirait donc d'organisations et non de personnes spécifiques, car nous ne la rattachons pas à la soumission d'un expert-conseil. Cela en fait donc certainement un processus de collecte différent.

Encore une fois, il n'y a aucun lien avec les chances que le gouvernement vous choisisse. C'est lié aux communautés que nous essayons de servir. Donc, ce n'est pas nécessairement la personne que vous servez, mais au sein de votre organisation, s'agit-il d'un groupe diversifié? D'où venez-vous? Venez-vous du Nord? Êtes-vous d'Ottawa? Ce sont des choses que nous voulons savoir pour nous assurer que nous joignons tout le monde, partout. Pour tout dire, nous y travaillons encore. C'est pour cela que nous l'avons inséré ici. Nous voulons avoir votre avis et savoir si nous pouvons collecter cette information et si l'industrie dit : « Il n'en est pas question, nous ne voulons rien savoir », il nous faudrait alors revoir notre approche.

Actuellement, SPAC n'est pas autorisé à recueillir des renseignements d'auto-identification. Le Ministère devrait obtenir ce pouvoir en vertu de la Politique d'approvisionnement social qui n'a pas encore été approuvée, mais qui devrait l'être d'ici l'été 2021. Comme nous souhaitons recueillir ces renseignements, à des fins statistiques uniquement, afin de déterminer les domaines dans lesquels nous devons faciliter davantage la participation de groupes et d'organisations, nous continuerons à demander de l'information sur l'identité des experts-conseils sur une base volontaire, à des fins statistiques uniquement, tout en explorant d'autres possibilités pour guider nos efforts de mobilisation et l'acquisition de savoir-faire en matière d'ACS+.

Il est possible de recueillir des renseignements distincts de l'identification du fournisseur – à des fins statistiques uniquement.

Q5 : Si je comprends bien, l'objectif principal de cet outil est de voir si nous obtenons une diversité de personnes qui sont en mesure de participer à l'offre à commandes. C'est l'objectif premier. Ça ne servira qu'à déterminer qui un ministère donné va embaucher. Ils ne diront pas : « Je veux quelqu'un qui vit avec un handicap »? Ce ne sera pas utilisé comme ça? Ça servira à évaluer si cette offre à commandes était un processus inclusif?

R5 : C'est exact. Ça ne servira pas à déterminer qui un ministère donné va embaucher. Ce sera utilisé uniquement pour évaluer si cette offre à commandes était un processus inclusif.

Q6 : Je ne comprends pas pourquoi cela ne respecte pas les engagements du gouvernement de soutenir les femmes et la diversité dans les marchés publics ainsi que le Défi 50-30. Beaucoup de travail est fait pour établir des normes permettant de définir les organisations appartenant à des femmes, dirigées par des femmes et au service des femmes par exemple, et cela vaut pour les organisations des communautés autochtone ou noire, etc. Les organismes de développement régional et d'autres organismes mettent en œuvre ces normes, et il me semble que la politique doit refléter ce travail et les engagements pris, en particulier dans ce domaine. Les exigences sont différentes pour les niveaux 1 et 2, selon la portée des mandats.

R6 : C'est exactement la rétroaction que nous souhaitons obtenir en ce moment. Nous n'avons pas de réponse à cette question, mais nous allons l'aborder et obtenir des réponses à cet égard. Nous examinons l'engagement du gouvernement du Canada à l'égard du Défi 50-30 et nous avons contacté Innovation, Sciences et Développement économique (ISDE), le ministère responsable du défi, pour en

Solicitation No. - N° de l'invitation
E60ZG-212007/A

Amd. No. - N° de la modif.
003

Buyer ID - Id de l'acheteur
411zg

Client Ref. No. - N° de réf. du client
E60ZG-212007/A

File No. - N° du dossier
411ZG.E60ZG-212007

CCC No. /N° CCC - FMS No./N° VME

savoir plus. Nous tiendrons compte de ce défi lorsque nous examinerons nos documents à la clôture de la demande de renseignements (DDR).

Q7 : Quand vous dites : « A réalisé un minimum de trois projets et un maximum de cinq projets », vous faites référence à un propriétaire unique, ou les organisations pourront-elles proposer des experts-conseils? Et si c'est le cas, ce n'est pas vraiment destiné aux grandes entreprises, c'est plutôt destiné aux particuliers. Parce que s'il s'agit d'évaluer ce qu'une personne a fait, il ne s'agit pas d'apporter une expertise globale, une expertise de travail dans le monde entier avec toutes sortes d'organisations. Vous évaluez sur la base de la personne elle-même et de ce qu'elle apporte.

R7 : Nous souhaitons que des personnes, mais aussi des entreprises, soumettent des propositions dans le cadre de cette offre à commandes principale et nationale (OCPN). Nous évaluerons les ressources. Nous n'évaluerons pas une entreprise, seulement les ressources. Compte tenu des commentaires des fournisseurs sur les critères d'évaluation, nous réviserons les documents afin de préciser à qui s'adresse cette offre à commandes et comment nous pensons que de grandes entreprises pourront y participer par rapport à une petite entreprise ou une organisation capable de proposer des experts-conseils individuels.

Q8 : Si une organisation souhaite soumissionner, ne pourrait-elle pas identifier l'équipe qui va travailler sur le projet et fournir des renseignements sur cette équipe?

R8 : Compte tenu des commentaires des fournisseurs sur les critères d'évaluation, nous réviserons les documents afin de préciser à qui s'adresse cette offre à commandes et comment nous pensons que de grandes entreprises pourront y participer par rapport à une petite entreprise ou une organisation capable de proposer des experts-conseils individuels. Nous utiliserons les renseignements et les questions reçus au cours de la journée de l'industrie et les réponses aux demandes de renseignements pour nous assurer de clarifier la question des petites entreprises par rapport aux grandes. Les soumissionnaires doivent indiquer si l'offrant est une coentreprise.

Q9 : Le gouvernement fédéral a pris des engagements explicites par rapport à la diversité en matière d'approvisionnement. Si vous n'êtes pas prêt à collecter des renseignements d'auto-identification, je ne vois pas comment il serait possible de tenir ces engagements. Il y a beaucoup de discussions sur la différence entre, par exemple, une entreprise appartenant à une femme qui est majoritairement détenue par une femme et une entreprise dirigée par des femmes qui font partie de la haute direction. Et cela vaut pour les organisations autochtones. Certaines sont détenues en majorité par des Autochtones, d'autres sont dirigées par des Autochtones et d'autres encore sont au service des Autochtones. À mon avis, toutes ces questions revêtent une importance capitale, et avec le Défi de 50-30, je me suis dit : « Ils vont accorder un traitement préférentiel aux organisations qui s'inscrivent ». C'est donc toute une série de questions qu'il faut régler, à mon sens. L'autre élément connexe, c'est la vérification. Si je dis que je suis une femme noire handicapée, et que c'est ainsi que je m'identifie, comment cela va-t-il être validé? Certaines entreprises s'occupent de la certification. Nous pensons que cela pose un problème en soi. Donc, d'un point de vue politique, en particulier dans ce domaine, pourquoi n'y aurait-il pas d'engagements explicites concernant l'embauche d'organisations diversifiées et dirigées par des femmes? Au moins pour un pourcentage de l'argent qui sera dépensé.

R9 : Selon ce que nous comprenons des politiques actuelles de SPAC, la cueillette de renseignements vise des groupes et non des personnes précises. Ce sont les renseignements que nous voulions obtenir par rapport aux experts-conseils, mais nous allons nous concentrer sur le Défi 50-30. Nous allons refaire nos devoirs, nous allons étudier la question plus à fond et nous tiendrons compte des commentaires. Notre objectif dans le cadre de cet exercice était de nous assurer qu'au minimum, le processus d'approvisionnement ne comporte pas d'obstacles ou d'en éliminer le plus possible, et que nous puissions voir qu'un groupe diversifié — une diversité de personnes — soumissionne et participe à ce processus.

Solicitation No. - N° de l'invitation
E60ZG-212007/A

Amd. No. - N° de la modif.
003

Buyer ID - Id de l'acheteur
411zg

Client Ref. No. - N° de réf. du client
E60ZG-212007/A

File No. - N° du dossier
411ZG.E60ZG-212007

CCC No. /N° CCC - FMS No./N° VME

Nous examinons l'engagement du gouvernement du Canada à relever le Défi 50-30 et nous avons contacté Innovation, Sciences et Développement économique (ISDE), le ministère responsable du défi, pour en savoir plus. Nous tiendrons compte de ce défi lorsque nous réviserons nos documents à la clôture de la DDR.

Q10 : Ma question concerne le premier critère technique obligatoire, COT1. Lorsque je le lis, il me semble que l'exigence minimale soit qu'une personne ait déjà travaillé dans le domaine des approches intersectionnelles et ait examiné le genre et l'identité. Maintenant, du point de vue d'un fournisseur qui travaille dans le domaine de la conception de cours et du développement de l'apprentissage en ligne, la conception de cours consiste à prendre le contenu et à élaborer une formation en se basant sur celui-ci avec l'aide d'un expert en la matière. Je n'ai pas besoin d'être un expert en la matière pour créer la formation, car mes compétences se situent plutôt au niveau de la conception, et non du sujet. Alors, en lisant le critère COT1, il me semble que même si ce que je fournis est un service technique, je ne pourrais pas le faire si je n'ai pas déjà élaboré un cours qui présente une approche intersectionnelle et qui examine les genres, l'identité et les facteurs sociaux. Donc, ce que je demande, c'est que pour un service de type technique, comme l'élaboration de la conception de l'apprentissage en ligne, est-ce qu'il faudrait avoir déjà élaboré un cours sur ce sujet pour que notre candidature soit prise en considération?

R10 : FEGC et SPAC ont pris note de cette préoccupation. Merci de nous en faire part. Ce sont vos commentaires que nous voulons connaître, car nous souhaitons être en mesure d'en tenir compte et de les intégrer à notre évaluation et à notre énoncé des travaux pour qu'ils soient très clairs. Il est utile de savoir si des spécialistes techniques ne sont pas en mesure de présenter leur candidature.

FEGC cherche à embaucher des experts-conseils en ACS+, qui ont une expertise particulière dans les domaines liés au genre, à l'identité et aux facteurs sociaux, ainsi qu'à la manière dont ils se recoupent, au-delà de la race, du sexe, du handicap, de l'appartenance autochtone, de l'origine ethnique, de l'âge, du statut social et plus encore, dans les secteurs privé, universitaire et sans but lucratif, du bénévolat et de la fonction publique. Par conséquent, nous recherchons des experts-conseils qui possèdent ces compétences particulières pour compléter le travail qu'ils effectueront dans le cadre de chaque volet (p. ex. élaboration des politiques, recherche, gestion de projet, etc.).

Q11 : Nous sommes conscients de l'ampleur des efforts nécessaires pour élaborer une demande de propositions, évaluer et octroyer des offres à commandes ainsi que des efforts requis par les grandes entreprises, car à mesure que la portée s'élargit, nous ajoutons des membres à notre équipe. S'il s'agit d'une offre individuelle, chaque fois que nous ajoutons un nouveau membre débutant, intermédiaire ou principal, nous allons vous demander de rouvrir l'offre à commandes. Cela n'a aucun sens. C'est la raison pour laquelle le « vous » dans le cas des grandes entreprises désigne des projets, et il ne s'agit peut-être pas seulement de trois projets. Il s'agit peut-être de plus de trois projets pour que ce soit équitable. Aussi, en ce qui concerne les grandes entreprises, ma question est la suivante : où avez-vous annoncé cela? Parce que j'ai participé à beaucoup de travaux et d'événements du Secrétariat fédéral de lutte contre le racisme par le biais de Patrimoine canadien, et il y a un groupe très important de personnes qui assiste à ces événements et que cette offre à commandes pourrait intéresser. Voici donc une grande entreprise qui vous demande si vous êtes suffisamment inclusif à l'égard des entreprises plus petites. Vous savez, ce n'est pas de mes affaires de savoir comment vous annoncez cela.

R11 : Nous ne serons pas autorisés à rouvrir l'offre à commandes après la clôture de la DOC. Cette méthode d'approvisionnement ne le permet pas. Nous allons déterminer la façon de faire avant l'étape de la DOC, mais cela pourrait être aussi simple que de permettre à de nouvelles ressources de se joindre à une offre à commandes individuelle à un moment précis de l'année (p. ex. chaque trimestre, semestre, etc.) en fonction des mêmes critères que la DOC.

Solicitation No. - N° de l'invitation
E60ZG-212007/A

Amd. No. - N° de la modif.
003

Buyer ID - Id de l'acheteur
411zg

Client Ref. No. - N° de réf. du client
E60ZG-212007/A

File No. - N° du dossier
411ZG.E60ZG-212007

CCC No. /N° CCC - FMS No./N° VME

La DDR a été publiée sur le site Web Achats et ventes, mais nous avons également envoyé un courriel à plus de 500 organismes/experts-conseils pour les informer au sujet de la DDR.

Q12 : Quand pensez-vous que la demande de propositions (DP) sera publiée? Et voici une autre question : quel genre de dépenses annuelles prévoyez-vous pour ce mécanisme?

R12 : La DOC devrait être publiée probablement au milieu de l'exercice financier 2021-2022. C'est difficile à dire, car nous devons élaborer les documents, les mettre à jour et tenir compte de vos questions et commentaires. Nous aimerions toutefois lancer la demande d'offres à commandes (DOC), si nous décidons de suivre cette voie, d'ici l'été 2021, mais aucun engagement n'a été pris pour le moment. Et quant à la deuxième partie de votre question, nous ne le savons pas encore. C'est un besoin relativement nouveau et il est donc difficile de répondre à cette question pour le moment.

Q13 : J'ai remarqué que l'entente d'approvisionnement à laquelle ce projet est assujéti est l'entente E60ZG. Or, nous sommes déjà un fournisseur en vertu de l'entente E60ZH. Alors, je me demandais si vous accepteriez d'assujettir les outils de formation et le volet d'animation à cette entente d'approvisionnement au lieu de l'entente E60ZG, car l'entente E60ZH comporte un volet particulier pour l'élaboration de la formation. Il semble donc que votre volet d'élaboration et de formation pourrait mieux fonctionner dans le cadre de l'entente E60ZH plutôt que dans l'entente E60ZG.

R13 : SPAC dispose de différents outils d'approvisionnement. Il existe effectivement une offre à commandes ou un arrangement en matière d'approvisionnement portant sur de la formation dans la division ZH, mais nous voulons définir un tout nouveau besoin. La particularité technique est propre aux services-conseils en ACS+, et ce critère ne peut donc pas être satisfait en vertu d'un autre outil disponible.